

un plan ambitieux de construction de logements. Le but était double : fournir un débouché à la main-d'œuvre et donner un logement salubre aux dizaines de milliers de mal-logés vivant dans les bidonvilles. Pour atteindre ce but, la nationalisation de la Chambre de Construction aurait été un moyen nécessaire, afin de prévenir le sabotage prévisible de la part du grand patronat.

Pourtant, il n'en a rien été.

Et lorsque, en septembre 71, un journaliste demanda à Raul Varela, président de la C.Ch.C. pourquoi le président de la République avait démenti les déclarations du ministre du Logement selon lesquelles l'industrie privée de la construction ne durerait pas plus d'un an et demi, Raul Varela répondit :

« Pour nous, le dernier mot, le plus officiel et le plus digne de confiance, appartient au président de la République. Lorsque nous lui avons demandé des explications, à la suite de déclarations comme celle que vous mentionnez, le président de la République nous a répondu très clairement que l'activité du secteur privé de la construction *se poursuivra indéfiniment* et continuera d'assurer la construction dans la mesure même où elle remplira les plans du gouvernement » (1).

Un peu plus d'un mois plus tard, le 14 octobre 71, les sans-logis des bidonvilles manifestèrent à Santiago pour protester contre les retards dans le déblocage de crédits destinés aux logements populaires. Cette manifestation fut durement réprimée par le Groupe Mobile. Un ouvrier fut grièvement blessé.

*Encore une fois, au lieu de s'appuyer sur les travailleurs pour appliquer son programme, en reculant devant le patronat, l'Unité Populaire a scié la branche sur laquelle elle pouvait espérer se hisser.*

Il n'est pas étonnant que les travailleurs qui savent tirer les leçons de l'histoire retirent partiellement à l'Unité Populaire la confiance électorale qu'ils lui avaient accordée.

De reculade en capitulation, la voie peut être longue, mais elle conduit inexorablement à l'échec. Devant le chantage de la bourgeoisie, le président Allende avait dû éliminer du gouvernement le ministre de l'économie Vuskovic considéré par le patronat comme un partisan trop chaleureux des nationalisations. Il avait dû éliminer ensuite du gouvernement le ministre de l'agriculture, Chonchol, considéré comme trop radical dans l'application de la réforme agraire.

Céder un peu, c'est capituler beaucoup... dans certaines circonstances du moins au Chili, la somme des concessions a fini par donner une spectaculaire capitulation. Après la crise d'octobre 72, le président Allende a confié à un militaire, le général Prats, la direction du gouvernement.

La Vie Ouvrière commentait alors ainsi cette promotion